

- Dumont S., Le Capitaine E., 2004

Diagnostic socioéconomique des systèmes de production des communautés afroéquatorienne et chachi des rivières Cayapas et Onzole

Lorsque nous sommes arrivés dans la zone d'étude, les sociétés afro équatoriennes et Chachi nous ont été présentées comme des groupes de chasseurs/ pêcheurs/ cueilleurs. Cette analyse prouve au contraire que les habitants des rivières Cayapas et Onzole se sont convertis en agriculteurs depuis des décennies. Malgré l'à priori que pourrait inciter une zone de colonisation ancienne, il reste de la forêt native dans la zone nord d'Esmeraldas. En effet, les différents modes d'exploitation du milieu au cours de l'histoire agraire ont permis une conservation des ressources forestières, mêmes si elles ont effectivement diminué par l'avancée de la frontière agricole, nécessaire au développement de systèmes de culture et d'élevage qui répondent aux besoins et objectifs des sociétés indigènes. Actuellement, l'exploitation familiale du bois ne met pas en péril l'existence de la forêt, principalement pour des contraintes techniques et sociales. Malgré cela, il existe une pression forte sur les ressources de la part d'éléments exogènes, principalement les entreprises d'exploitation du bois.

Dans le cas d'une augmentation importante de la pression démographique, la pression sur la forêt naturelle menace son équilibre écologique, et incite donc les agriculteurs forestiers à développer l'activité d'élevage, plus rémunératrice par unité de surface. Les familles ne pouvant plus vivre de l'unique exploitation de la forêt, augmentent les surfaces plantées en agroforêt et installent des pâturages pour développer l'élevage bovin. Si les entreprises entrent pour exploiter le bois dans une communauté, le même phénomène de déforestation se produit de manière plus rapide et irréversible, ruinant les familles vivant principalement de l'exploitation de la forêt et de la culture de systèmes agroforestiers. Les résultats de ce phénomène s'observent dès à présent dans les parties les plus en aval de la région (où dominant les exploitations laitières), où un processus de savanisation (diminution de la pluviométrie et de l'humidité relative) est engagé. En plus des conséquences économiques pour les paysans, ces entrées ont un effet particulièrement négatif sur la biodiversité d'un des milieux les plus riches de la planète.

Dés lors, tous les acteurs de la zone doivent réagir face à ces menaces, autant les paysans forestiers que les institutions de développement et l'Etat. Les agriculteurs doivent s'organiser pour défendre leurs territoires, fortifier leurs systèmes de production et d'extractivisme pour ne pas avoir à vendre leurs arbres sur pied aux entreprises en cas de nécessité et avoir un plus fort pouvoir de négociation. Les institutions doivent quant à elles les sensibiliser dans ce sens et appuyer des processus alternatifs de valorisation des productions afin d'augmenter les revenus agricoles, en dehors de tout compromis avec les investisseurs étrangers mais en accord avec les rationalités et les forces intrinsèques des systèmes de production existants. Il est donc important de

protéger les territoires communautaires, tout en améliorant la gestion durable des espèces natives à bois et en développant les systèmes agroforestiers plurispécifiques. Un système de crédit adapté permettrait quant à lui d'augmenter l'indépendance économique des agriculteurs face aux entreprises et aux commerçants. Il est aussi important que les institutions de développement et de conservation conçoivent la complexité de la problématique forestière comme un tout, et comprennent que la protection des ressources naturelles passe par la protection de ceux qui les exploitent durablement ainsi que de leurs agricultures, face aux menaces. De plus il est primordial que les familles du bassin versant du Cayapas, continuent d'assurer leur autoconsommation basée notamment sur une diversification des productions, cherchant même à l'optimiser au maximum, surtout dans les parties hautes des rivières. Dés lors, l'enjeu pour le développement de la zone passe par une approche pluridisciplinaire, cassant ainsi le chiisme existant entre agronomes et forestiers. Néanmoins, les institutions ne doivent pas se substituer à l'Etat, qui a le devoir de protéger ses concitoyens, et donc ses paysans et leurs agricultures, au travers de politiques agraires efficaces, devoir qu'il n'assume pas jusqu'à présent. L'Etat doit clarifier la situation de ce milieu productif en appuyant une gestion transparente des flux de bois dans la zone grâce à des formes adaptées de légalisation du bois, ce qui permettrait d'obtenir un meilleur prix pour les paysans. Enfin, il nous semble important que les peuples Afro équatorien et Chachi de la zone s'unissent au mouvement indigène équatorien et sud-américain naissant afin d'être reconnus et rappeler à l'Etat qu'il ne peut se désengager de ses rôles essentiels (défense des populations et appui économique et social) malgré les préconisations des institutions financières internationales.

La forêt tropicale humide du nord d'Esmeraldas est l'une des dernières forêts primaires encore présentes sur la planète même si de nombreuses menaces s'exercent sur elle. Les populations qui l'habitent ont su jusqu'alors exploiter durablement ce milieu en développant au cours des siècles des modes d'exploitation adaptés satisfaisant aux besoins des familles tout en allant dans le sens d'un intérêt général beaucoup plus global alors qu'à l'échelle internationale se développe depuis peu une prise de conscience générale quant à l'importance du rôle joué par les biomes forestiers sur l'équilibre écologique et économique mondial.

- Willot M., 2004

Diagnostic agraire de la paroisse d'Octavio Cordero Palacios (Cuenca, Azuay, Equateur)

Le principal critère de différenciation des exploitations d'Octavio Cordero Palacios est l'accès à la terre. En effet, le foncier est une ressource à forts enjeux dans cette zone, où la minifundisation est généralisée. Il a été et est encore une source de conflits. Ainsi ont pu être identifiés sept types d'exploitations agricoles développant diverses stratégies.

Les exploitations de la Dolorosa et de Rocio, plus capitalisées en terre, ont pu mettre en place un système d'élevage laitier intensif en capital, leur permettant d'atteindre une bonne valorisation de leur travail. On peut s'interroger quant à leur avenir. En effet la reproduction de leur exploitation peut être compromise suite à une chute des prix. Les exploitations, dont la principale contrainte est l'accès au foncier, ont-elles aussi investi, mais cette fois en travail. La mise en place d'interactions complexes entre élevage et culture ont permis de valoriser au mieux la ressource limitante, mais ceci au prix d'une quantité de travail très élevée et surtout très mal rémunérée. La seule production agricole ne leur permet pas de survivre. C'est pour cela, qu'elles adoptent comme stratégie familiale la pluriactivité et la mobilité de la main d'œuvre. Les familles ayant pu profiter d'un appui extérieur se sont quant à elles lancées dans le maraîchage. Cette nouvelle activité très exigeante en travail au niveau de la production, mais aussi de la commercialisation permet actuellement à plus d'une cinquantaine de famille de la paroisse de vivre de leur seule exploitation.

Afin d'améliorer la situation agricole des exploitations de la zone, il serait intéressant d'approfondir certaines thématiques.

Les petites exploitations polyculture-polyélevage souffrent particulièrement d'un manque d'accès à la terre, qui se traduit par un empiètement de l'élevage sur les cultures. Or, n'oublions pas, que la paroisse compte deux communes de 220 et 180 ha chacune. Un changement des règles d'accès pourrait être envisageable. Pour la commune de San Luis, le gel actuel des terres lié à leur privatisation entraîne des abus. En effet, certains lots ne sont pas exploités, car les familles ne vivent plus sur la paroisse. Il serait donc envisageable de redistribuer ces lots, normalement communs, à ceux qui le nécessitent. Quant à la commune de Illapamba, les règles d'accès trop strictes ne permettent pas aux exploitations possédant peu de main d'œuvre d'y accéder. Là, encore le règlement pourrait être quelque peu assoupli en éliminant les jours de travail obligatoires et allouant aux différentes familles une petite parcelle. Bien entendu il ne s'agirait pas de superficie très étendue, tout au plus un demi hectare, mais elles permettraient à ces familles de maintenir quelques bovins supplémentaires.

Le maraîchage se présente actuellement comme l'unique solution permettant de vivre avec des surfaces très restreintes. C'est pourquoi cette initiative doit être soutenue par des institutions d'appui technique, telles que le CREA et par le municipio de Cuenca. Pour l'ensemble des maraîchers, il serait intéressant d'avoir accès à un appui technique, particulièrement pour les serres. En effet, pour les cultures de tomates et babaco, le contrôle des maladies étant relativement complexe un soutien est nécessaire afin de valoriser au mieux cet important investissement et permettre aux exploitants de renouveler le matériel. En outre, il serait intéressant de mener une étude plus approfondie sur les possibilités du marché de Cuenca et sur la commercialisation des produits limpios. En effet, il semble qu'il y ait une véritable demande des classes aisées

de Cuenca. Il serait, de plus, nécessaire de travailler sur une certification de ces produits, mais à moindre coût.

Si le prix du lait diminue, les exploitations laitières ne pourront produire plus, elles pourront toutefois augmenter la valeur ajoutée du lait en le transformant et en profitant de la proximité du marché de Cuenca soit en vendant à des boulangeries ou autres commerces, soit en vendant directement aux consommateurs sur les marchés. En effet, la vente sur des circuits courts permet d'échapper quelque peu à la chute des prix nationaux. Mais pour cela, il est nécessaire de les appuyer dans la recherche de débouché et dans l'organisation de groupe de vente.

Toutefois les problèmes de fond de l'agriculture paysanne équatorienne, qui peuvent se résumer à une minifundisation dans un contexte économique défavorable, sont tels que c'est au niveau macroéconomique que sont les solutions. Elles passeraient par une redistribution des terres et un maintien des prix réels agricoles.

- Wawrzyniak V., 2004

L'accès au foncier, un facteur discriminant face à la libéralisation des échanges ? Diagnostic agraire de la paroisse de Palmas

Le premier constat est que Palmas présente depuis un siècle une société différenciée. Le principal facteur de cette différenciation est l'accès aux terres. Les grands propriétaires ont eu des opportunités de diversification (tomate d'arbre), de capitalisation (achat de terres et bétail), d'amélioration technique de leurs systèmes (spécialisation laitière). Les petits ont eu l'opportunité de pratiquer une 2e activité pour compléter leur revenu agricole et pouvoir survivre dans la zone.

Le contexte économique est de moins en moins favorable. La situation devient difficile pour tous. Ceux qui ont un accès aux terres plus important auraient encore une marge de manœuvre pour augmenter ou du moins maintenir leurs revenus en gérant différemment leur élevage bovin. Pourtant, avec les accords du Traité de Libre Echange, il est probable que le prix du lait baisse et que l'élevage laitier perde alors toute rentabilité. Quant aux petits propriétaires, ils ont de moins en moins de proposition de travail puisque le marché est quasiment à saturation.

Il semblerait qu'il existe quelques alternatives à ce scénario inquiétant. Le rôle d'appui des institutions est indispensable. L'organisation entre producteurs paraît être une possibilité intéressante, mais avant d'engager une telle démarche locale, il faut s'assurer que les producteurs aient une réelle volonté de s'organiser. L'écart entre vouloir faire et réaliser peut parfois être important.

Si rien n'est fait, il est certain que le phénomène de migration va s'amplifier. Dans ce cas, la dynamique actuelle du marché du foncier nous fait penser que les terres seront progressivement abandonnées. Les prix d'achat des

terres sont élevés et l'agriculture peu rentable, il est probable que la spéculation autour des terres libérées ne soit pas très importante.

Ce diagnostic agraire s'inscrit dans un projet regroupant les études de zones diverses et représentatives de la vallée du Paute. Le thème de la migration étant une des préoccupations des commanditaires du projet, il serait intéressant de savoir si les 4 zones sont représentatives de phénomènes différents de migration ou si elles sont engagées dans un même et unique processus mais à différents stades d'évolution ? En effet, les échanges avec les étudiants travaillant sur les autres paroisses ont permis de déduire que la migration est plus récente, moins importante à Palmas qu'ailleurs.

Un des enjeux suite à ces études, serait d'identifier les différents stades du processus, de cerner dans les autres zones les facteurs explicatifs des changements pour tenter de les retrouver à Palmas. A l'issue d'une telle démarche, il serait possible de confirmer ou non le fait que toute la vallée est engagée dans le même processus.

Dans le cas de la validation de cette hypothèse, l'enjeu serait d'étudier les conséquences d'un point de vue agronomique, social, et économique de la migration sur les autres paroisses pour savoir si c'est un phénomène souhaitable ou non et pour tenter de prévoir ce qui pourrait se passer à Palmas. En repérant les différences et points communs des facteurs à l'origine de la migration, il serait possible de savoir en quoi l'évolution future de Palmas pourrait suivre ou non celle des autres zones. L'objectif final serait de prévoir au mieux ce qui va se passer dans la paroisse pour comprendre les difficultés que vont rencontrer les agriculteurs, leurs réactions face à ces problèmes et tenter d'agir par anticipation.

- Venot C., Vigot A., 2004

Diagnostic agraire sur le thème de la souveraineté alimentaire, région d'Empalme, Guayas, Equateur.

Le diagnostic agraire que nous avons réalisé à l'Empalme a permis de mettre en évidence la nécessité de préserver les systèmes de production familiaux. En effet, en cas de crise de l'agriculture familiale, la fragilité de certains systèmes laisserait des terres sans paysans qui seraient alors occupées immédiatement par les haciendas d'élevage bovin ou de bananeraies.

Or si l'une emploie peu de personnes (3 personnes environ pour 200 ha dans le cas des haciendas d'élevage bovin), l'autre en emploie beaucoup mais à des salaires très bas. Les bananeraies emploient quasiment une personne par hectare.

L'accentuation de la libéralisation des échanges qui va prendre forme avec le TLC (Traité de Libre Echange, en fait un accord bilatéral avec les Etats-Unis) n'atteindra pas les exploitations familiales de la même manière. Il s'avère que les systèmes les plus diversifiés seront les plus à mêmes à réagir aux changements de ce contexte économique. En effet, le système de production 1

basé sur la culture du maïs n'a qu'un avenir très précaire suspendu au prix du maïs et à celui des intrants, le SP5 devra s'adapter à une baisse prévisible du prix de la viande bovine. Certains systèmes de production devront donc évoluer fortement s'ils veulent passer le cap de la libéralisation.

Comme le montre la modélisation des revenus, le système de production 3 est toujours le moins touché quelque soit la production qui subit une baisse des prix (maïs, cacao ou viande bovine). C'est grâce à la diversité de ses productions et à sa relative indépendance par rapports aux "commerçants-créanciers" que ce système peut permettre aux agriculteurs qui le met en œuvre de vivre décemment et peut survivre si le contexte économique se détériore.

La FMLGT et la CONFEUNASSC-CNC peuvent donc s'appuyer sur l'archétype du système de production 3 pour promouvoir la diversification des fermes, les cultures agroforestières, les techniques agrobiologiques, les productions tournées vers le marché local et l'indépendance financières des agriculteurs comme éléments clés d'une agriculture familiale solide et viable dans la région d'Empalme.

- Le Ray P., 2004

Diagnostic agraire de la paroisse Pindilig (Canar, Equateur)

En 1977, Carmen Bernard se demandait si les « Renacientes » de Pindilig se laisseraient tenter par les attraits de la ville. Le terme « Renacientes » ou Renaissants désigne la génération née après l'ouverture de la route reliant Pindilig à Azogues au début des années 60. Cette génération a donc connu les principaux changements du système agraire : disparition des jachères longues pâturées, fin du blé et de l'orge, réduction du nombre de moutons, fin des haciendas et développement de l'élevage laitier et a toujours vécu en relation avec les marchés et le monde extérieur. Ces « Renaissants » ne sont donc pas de Pindilig du canton d'Azogues, ni même de la province de Cañar, mais bien de « Pindilig del mundo » pour reprendre l'expression de Pierre Gondard.

En effet, la majorité d'entre eux se sont « laissés séduire par les attraits de la ville », en Equateur, mais surtout par ceux de New-York où le coût d'opportunité du travail est plus élevé. Néanmoins, ces exploitants à distance continuent d'avoir un impact fort sur l'agriculture de Pindilig, via leur famille sur place, en conservant leurs terres, en réservant une partie de leurs surfaces aux cultures vivrières et en adoptant des systèmes d'élevage extensif qui peuvent même se convertir en système de culture de vente de fourrage.

Ceux qui sont demeurés à Pindilig continuent, pour la grande majorité, à cultiver le maïs en association avec le haricot. Ils associent le plus souvent à celui-ci un système bovin laitier plus ou moins intensif qui leur permet d'avoir un revenu monétaire, peut-être faible, mais régulier. L'évaluation économique des systèmes de production nous montre tout de même que ce sont les exploitants spécialisés dans l'élevage laitier avec de hauts niveaux d'intensification qui atteignent, avec des surfaces par actif limitées, le seuil de

reproduction. Promouvoir un développement de cette activité dans toute la zone paraîtrait donc intéressant.

Cependant, dans une perspective de baisse des prix quasiment inévitable désormais avec le TLC, ce sont également ces éleveurs spécialisés qui souffriront le plus. Ainsi, développer des prairies artificielles pour tous ne se révèle pas judicieux. Par contre, cette baisse du prix du lait pourrait encourager un peu plus les systèmes extensifs, purement fourragers ou laitiers, avec à la clef une nouvelle différenciation sociale et de nouveaux départs.

Le diagnostic agraire se révèle être un très bon outil afin d'envisager des projets de développement. Toutefois, il faut bien se rendre à l'évidence que la promotion d'une innovation technique locale ou l'appui à des formes paysannes organisées peuvent se révéler intéressantes, mais qu'elles resteront peu puissantes pour l'intérêt général si les frontières équatoriennes s'ouvrent au lait en poudre colombien ou étasunien, au maïs ou aux fruits péruviens et chiliens (ce qui est déjà le cas). Ce n'est qu'en garantissant des prix rémunérateurs au producteur via une politique protectionniste que le gouvernement équatorien permettra une transition douce vers l'économie de marché totale.

La Cordillère Andine, de par ses pentes difficilement motomécanisables et par ses températures basses ne pourra jamais être compétitive au niveau mondial. Si les prix ne sont pas maintenus, si l'on ne parvient pas à donner à l'agriculture une autre valeur que celle purement économique, nous pouvons nous attendre à voir le flux de migrants continuer à grossir.

Si, pour l'intérêt général, les paysans de Pindilig veulent que les fils des Renaissants puissent vivre de l'agriculture, il est urgent de les appuyer, notamment dans le domaine des cultures vivrières. La migration sera difficilement freinable, il faut donc penser maintenant à soutenir les familles restant au pays et notamment une nouvelle génération de femmes-chef d'exploitation.

- Herbreteau A., 2004

Diagnostic agraire dans les Andes Equatoriennes : la paroisse Daniel Córdova Torál.

Le constat préalable au diagnostic de la paroisse Daniel Córdova Torál était simple : l'accès au foncier y est de type minifundiste et sa force de travail masculine fuit clandestinement aux Etats-Unis. La relation entre ces deux faits semble aussi évidente, que leurs origines s'avèrent complexes.

La minifundisation est un processus de diminution progressive de l'accès au foncier, qui prend sa source dans la concentration des terres aux mains des espagnols, lors de la constitution des haciendas. Mais si ce phénomène est si marqué à Daniel Córdova, ce n'est pas par inefficacité des récentes réformes agraires, mais au contraire parce que la redistribution des terres à la paysannerie s'y est faite plus tôt dans l'histoire. Les communautés indépendantes de Zharbán et Pagrán ont alors attiré la population des alentours, encore soumise à la main

mise des hacenderos sur la terre. L'augmentation démographique de cette zone et les divisions par héritage, ont alors nourri le processus minifundiste pendant un siècle.

Le système agro-pastoral a souffert de cette réduction d'accès au foncier : il a conquis le territoire exploitable et s'est intensifié jusqu'à rupture de l'équilibre fragile de la restitution de la fertilité. L'appauvrissement des sols implique une chute de la productivité de la terre qui, combinée à la diminution des surfaces disponibles, ne permet plus à l'agriculture familiale d'utiliser et d'alimenter sa force de travail.

Les besoins alimentaires vitaux rendent la population dépendante d'un revenu monétaire. Celle-ci a connu plusieurs formes : la vente de productions, comme les fruits ou les bovins viande, la double activité, comme l'artisanat ou l'extraction minière, et plus récemment, la migration internationale.

La migration, qui soutient aujourd'hui l'économie paysanne, se traduit au sein du système agraire par une féminisation de l'agriculture et un renforcement de l'autoconsommation, qui tend à devenir une stratégie de gestion du risque, face à la précarité du travail clandestin, et non plus l'unique moyen de subsistance des familles.

Faute d'alternatives pour pouvoir enrayer ce phénomène migratoire, il convient aujourd'hui de le considérer comme une réalité, mais d'être conscient de sa précarité. Certains appuis techniques (fertilisation, irrigation) et organisationnels (regroupement de producteurs) peuvent cependant reconduire l'agriculture de cette paroisse sur le chemin de l'autosuffisance alimentaire, voire de l'augmentation de la part de production vendue, ce qui limiterait sa dépendance vis à vis des salaires, et pourrait diminuer le processus migratoire. Mais les politiques nationales et internationales de libéralisation des marchés, qui entraînent la baisse des prix agricoles, ne vont malheureusement pas en ce sens.

- Meyer A., 2004

Dynamique d'un front laitier en Sierra Equatorienne, diagnostic agraire de la paroisse de Mulalillo, Cotopaxi, Equateur.

La démarche systémique employée pour la réalisation de ce diagnostic nous a permis de comprendre les grandes dynamiques intervenant dans la paroisse de Mulalillo. En distinguant deux grandes zones de contraintes agro-écologiques (différenciées en particulier sur l'accès à l'eau), nous avons pu mettre en évidence une évolution différenciée. D'un côté la zone haute sèche a conservé un système agraire basé principalement sur l'autoconsommation et l'insertion au marché ; d'autre part, en zone basse s'est développé un système laitier chez des agriculteurs familiaux. L'analyse historique nous a permis de comprendre comment la production laitière s'est développée sur ce versant à l'aide des prairies temporaire puis artificielles. Ce vaste processus de remonté le long du versant a donc été conditionné par l'accès géographique et social à l'eau

d'irrigation. Aujourd'hui, il atteint la zone agro-écologique sèche grâce à l'intervention des projets de sécurisation de cette ressource (irrigation par aspersion, réservoir, réhabilitation de canaux, etc...). D'autre part, d'autres projets semblent s'intéresser au développement de nouvelles productions en zone basse pour aider les paysans à faire face à l'augmentation des prix des intrants qui les empêchent d'investir dans une plantation de pomme de terre dont le prix est très peu stable. Ainsi, les paysans subissent les fluctuations des prix du marché (autant celui de la pomme de terre que celui de l'orge) sans avoir aucun moyens de se défendre face aux intermédiaires.

Au niveau local, il est donc possible de lutter pour augmenter les revenus comme on le voit dans la zone haute de Mulalillo où les cultures maraîchères et le lait commence à se développer. Cependant, ces actions (autant dans la zone haute que dans la zone basse) resteront vaines si les prix réels des matières premières agricoles continuent de chuter face aux produits de première nécessité. Or avec la signature d'accords commerciaux internationaux, la mise en concurrence d'agricultures productivistes avec des systèmes basés sur la coupe manuelle de luzerne risque de défavoriser ces derniers... Réaliser des projets et subventionner des activités à l'échelle locale ne suffira donc pas à contrebalancer la dégradation générale des conditions de vie paysannes. Pour réellement espérer une amélioration de la situation à Mulalillo, il faudrait croire autant à l'aide extérieure (ONG, Fonds de développement) qu'au rassemblement et à la cohésion de la paysannerie indigène et métisse pour s'affirmer devant les excès de cette société dominante (excès des intermédiaires mais aussi des gouvernements...). Le temps est-il venu où les pères de familles de la communauté de San Diego pourront assurer le bien être de leurs enfants avec les produits de leur terre ?